

**Audience publique du 15 mars 2021**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre des décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile  
en matière de protection internationale (art. 35 (1), L.18.12.2015)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 44477 du rôle et déposée le 27 mai 2020 au greffe du tribunal administratif par Maître Ibtiha El Bouyousfi, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., déclarant être né le ... à ... (Soudan), et être de nationalité soudanaise, demeurant à L-..., élisant domicile en l'étude de Maître Ibtiha El Bouyousfi, préqualifiée, sise à L-2374 Luxembourg, 1, rue du Potager, tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 21 avril 2020 refusant de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale, ainsi qu'à la réformation sinon à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 27 juillet 2020 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions déférées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport à l'audience publique du 18 novembre 2020, et vu les remarques écrites de Maître Ibtiha El Bouyousfi et de Monsieur le délégué du gouvernement Yves Huberty des 17 et 18 novembre 2020 produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif, avant l'audience.

---

Le 3 juillet 2018, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », dans le cadre d'un programme de relocalisation au Luxembourg, après avoir introduit le 27 juin 2018, une demande de protection internationale auprès des autorités maltaises.

Le 16 juillet 2018, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section criminalité organisée – police des étrangers, dans un rapport du même jour.

Les 23 octobre et 6 décembre 2018, Monsieur ... fut entendu par un agent du ministère sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par une décision du 21 avril 2020, notifiée à l'intéressé par lettre recommandée expédiée le 24 avril 2020, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », informa Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été rejetée sur base des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours. Cette décision est libellée comme suit : « [...] *En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 16 juillet 2018 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 23 octobre 2018 et du 6 décembre 2018 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale (ci-après dénommé cc le rapport d'entretien)* », le formulaire d'enregistrement des autorités maltaises du 2 juillet 2018 (ci-après dénommé « le formulaire d'enregistrement ») ainsi que le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes sur une possible relocalisation du 3 juillet 2018 à Malte (ci-après dénommé « le rapport de Malte »).

*Monsieur, il résulte de vos déclarations que vous seriez d'ethnie « Shaygui » et né à ... dans l'État d'« ... » au Soudan. Vous déclarez y avoir vécu avec vos parents et vos sept frères et sœurs. Vous déclarez avoir travaillé en tant que chauffeur de poids lourds et avoir été pêcheur.*

*Vous indiquez comme premier motif à la base de votre demande de protection internationale que vous auriez été détenu et maltraité par les autorités soudanaises pour avoir été un membre actif du « Mouvement populaire de libération du Soudan - Nord » (ci-après désigné « MPLS-N ») (p.6/18 du rapport d'entretien). Vous précisez que « c'est un parti qui est pour la réduction du coût de la vie » (p.6/18 du rapport d'entretien) et que votre rôle aurait été d'« essayer d'éclaircir quels sont les objectifs du parti, sans forcément essayer de les [rem : étudiants] convaincre » (p.7/17 du rapport d'entretien) dans les souks, les écoles et les universités. Vous déclarez avoir été incarcéré quinze fois par le service de sécurité entre 2008 et 2016, qui vous aurait souvent menacé de mort mais toujours remis en liberté. En raison de vos activités, votre père aurait été incarcéré une fois, or vous ignorez la date de son arrestation.*

*Vous indiquez comme deuxième motif à la base de votre demande de protection internationale que vous auriez été incarcéré pour avoir chanté une chanson politique lors d'un rassemblement à une université. Vous précisez que cette chanson aurait été écrite par un poète « de l'opposition de la tribu arabe » (p.12/17 du rapport d'entretien). Vous expliquez que vous auriez été arrêté, détenu et menacé de mort avant d'être relâché après plus de 15 jours.*

*Vous auriez par la suite rejoint l'Egypte avant de retourner après 20 jours dans votre pays d'origine. En 2016 vous auriez rejoint la Libye et y auriez séjourné pendant un an et cinq mois avant de traverser la Méditerranée et de rejoindre l'Europe.*

*Vous ne présentez aucun document d'identité.*

## 2. Quant à la motivation du refus de votre demande de protection internationale

*Monsieur, je tiens à vous informer que la crédibilité de votre récit est remise en cause pour les raisons suivantes :*

*En effet, il n'est pas crédible que vous auriez été un membre du parti d'opposition MPLS-N. Cette conclusion se base sur différents constats.*

*Monsieur, vous déclarez avoir été affilié au MPLS-N « depuis que j'étais à l'école secondaire » (p.6/18 du rapport d'entretien). Dans ce contexte, vous précisez que les menaces de la part du gouvernement soudanais liées à votre appartenance à ce parti auraient commencé en 2008. Or, « the SPLM-N was created when South Sudan seceded from Sudan in 2011, separating the SPLM leadership in Blue Nile and South Kordofan from the broader SPLM party ». Il n'est donc pas crédible que vous auriez été membre du parti MPLS-N car vous ne connaissez pas l'année de création de ce parti et prétendez même avoir été un membre en 2008 alors qu'il n'existait pas encore.*

*Par ailleurs, il n'est pas crédible que vous seriez membre du MPLS-N en raison de votre origine ethnique. Bien qu'il existe des membres de tribus arabes marginales au sein de ce parti, aucune information n'a été trouvée quant aux membres de votre tribu au sein de ce parti. En effet, « The SPLM/A-North in South Kordofan is principally composed of members of the many Nuba ethnic groups which live in the Nuba mountains. Its leader here is Abdelaziz al Hilu, a Masalit who grew up in the Nuba Mountains and who is widely respected as a general. In Blue Nile its fighters are from groups from the south of the state, in particular the Uduk and the Ingessana, of which SPLM/A-N's overall leader, Malik Agar, is a member ». En tant que personne d'origine ethnique « Shaygui » vous ne correspondez pas au profil d'un membre de ce parti. En effet, il ressort clairement des informations trouvées que « the government is dominated by Jalayin and Shaigiya ».*

*A cela s'ajoute qu'il n'est pas crédible que vous seriez un membre du MPLS-N en raison de votre provenance géographique. En effet, « the Sudan People's Liberation Movement - North is a political group representing people in Sudan's South Kordofan and Blue Nile states, which SPLM-North leaders say have been politically and economically marginalized by the Sudanese Government ». Or, vous n'êtes, ni du Kordofan du Sud, ni du Nil Bleu mais de ..., un village dans l'Etat d' « ... » qui se situe à environ 800 km du Kordofan du Sud. Ce fait confirme d'avantage que vous n'êtes pas membre de ce parti.*

*Au vu de tout ce qui précède il n'est pas crédible que vous auriez été membre du parti MPLS-N, mais que vous avez inventé ce fait de toutes pièces afin d'augmenter vos chances d'obtenir une protection internationale.*

*Quant à votre prétendue incarcération et les maltraitances subies liées à vos prétendues actions politiques, il convient de noter que celles-ci ne sont pas crédibles car elles se basent sur de fausses allégations que l'Etat soudanais vous aurait accusé d'être un membre de l'opposition.*

*De plus, vos déclarations relatives à vos incarcérations et aux maltraitances subies sont très vagues et peu convaincantes. Vous déclarez que vous auriez été incarcéré quinze fois et déclarez avoir été frappé à plusieurs reprises. Bien que vous expliquiez que lors de vos détentions vous auriez été « frappé de manière aléatoire par des tuyaux d'arrosage » (p.9/17 du rapport d'entretien), force est de constater qu'une personne qui aurait réellement subi des maltraitances lors des quinze prétendues arrestations, serait en mesure de fournir plus de détails. A cela s'ajoute que vous n'avez pas non plus introduit un certificat médical afin d'étayer vos dires. Vos déclarations relatives aux maltraitances subies ne sont dès lors pas crédibles.*

*Il ressort donc de manière claire et non équivoque que vous n'auriez pas été un opposant politique au Soudan.*

*Il n'est donc pas crédible non plus que vous auriez été incarcéré pour avoir chanté une chanson politique lors d'un rassemblement à une université.*

*Ce constat est corroboré par le fait que vous seriez retourné volontairement au Soudan après avoir séjourné pendant 20 jours en Egypte. Ceci n'est clairement pas le comportement d'un prétendu opposant politique qui aurait réellement été incarcéré quinze fois.*

*Au vu du manque de crédibilité de vos déclarations, aucune protection internationale ne vous est accordée. [...] ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 27 mai 2020, Monsieur ... a fait déposer un recours tendant à la réformation sinon à l'annulation de la décision du ministre du 21 avril 2020 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte.

#### 1) Quant au recours visant la décision du ministre portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre les décisions de refus d'une demande de protection internationale, le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en réformation dirigé contre la décision du ministre du 21 avril 2020, telle que déférée, recours qui est, par ailleurs, recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur reprend, en substance, les faits et rétroactes tels que retranscrits ci-avant, tout en réitérant, en partie, ses déclarations faites lors de ses auditions.

En droit, il invoque de prime abord une violation par le ministre de l'article 10, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 en ce que celui-ci se serait simplement limité à évaluer la crédibilité de ses déclarations sans poursuivre son examen tendant à déterminer s'il réunit dans son chef les critères de la protection internationale.

Il avance que d'après la jurisprudence du tribunal administratif, le ministre devrait considérer le bien-fondé d'une demande de protection internationale même si les déclarations du requérant ou certains aspects de celles-ci sont à considérer comme n'étant pas crédibles, ce d'autant plus que l'évaluation de la crédibilité ne constituerait qu'une partie de l'analyse des éléments de preuve à l'appui d'une demande de protection internationale lesquels pourraient encore être corroborés par d'autres éléments du récit du requérant.

Le demandeur reproche, ensuite, au ministre une erreur manifeste d'appréciation de sa situation individuelle.

Après avoir exposé les conditions d'octroi du statut de réfugié au sens l'article 2, point f) de la loi du 18 décembre 2015, il donne à considérer que les critères y prévus devraient

toujours être associés avec les dispositions de l'article 37, paragraphe (5) de la même loi, prévoyant un allègement de la preuve à rapporter par le requérant concernant ses déclarations.

Il se prévaut, à cet égard, d'une analyse juridique du *European Asylum Support Office* (EASO) de 2018 reprenant un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme (Cour EDH) du 21 janvier 2011<sup>1</sup>, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, dans lequel il aurait été retenu que « [...] les affaires de protection internationale doivent être traitées avec une diligence et un soin particulier, compte tenu du fait que les erreurs peuvent avoir des conséquences graves, notamment lorsqu'un demandeur est renvoyé indument dans son pays d'origine et est, de ce fait, exposé à des persécutions ou à des atteintes graves. ».

Il soutient que ses déclarations lors de son entretien sur les motifs à la base de sa demande de protection internationale seraient cohérentes et permettraient de tenir pour établi que, de nationalité soudanaise, originaire du village de ... dans l'Etat d'... et appartenant à l'ethnie Shaygui, il se serait engagé dans l'opposition politique au régime du président soudanais Omar el-Béchir en militant activement au sein du « *Mouvement populaire de libération du Soudan - Nord* », ci-après désigné par le « MPLS-N », de sorte qu'au vu de son profil politique ayant entraîné dans son chef des menaces de mort et des arrestations suivies de détentions, sa crainte d'être persécuté en raison de ses opinions politiques en cas de retour dans son pays d'origine serait fondée.

Il fait valoir qu'il ressortirait, par ailleurs, à suffisance des sources géopolitiques publiques disponibles que sous le régime du président Omar el-Béchir et même après son départ, certaines catégories de personnes, dont les membres de mouvements politiques d'opposition, seraient particulièrement exposées à un risque d'être persécutées au Soudan, tout en soulignant que les opposants notoires ne seraient pas les seuls à craindre des persécutions, mais que toute personne s'opposant ou étant suspectée de s'opposer au régime en place encourrait un risque réel de subir des mauvais traitements.

Pour appuyer ses dires, il se réfère à des rapports du *United States Department of State*, intitulés « *Sudan : Country Reports on Human Rights Practices for 2016* »<sup>2</sup>, et « *Sudan : Country Reports on Human Rights Practices for 2019* »<sup>3</sup>, à un rapport de l'organisation *Freedom House*, intitulé « *Freedom in the World 2016, Sudan, July 2016* »<sup>4</sup>, ainsi qu'à un rapport de l'organisation *Amnesty International*, intitulé « *Report 2016/17* », *Sudan, February 2017* »<sup>5</sup>.

Après avoir rappelé les termes de l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015, il met en exergue le fait qu'il aurait été arrêté et détenu 15 fois dans son pays d'origine, tout en réitérant ses déclarations auprès de l'agent ministériel en charge de son entretien concernant les tortures qu'il aurait subies pendant ces arrestations ainsi que lors des interrogatoires menés par les services de sécurité soudanais.

---

<sup>1</sup>Cour EDH, 21 janvier 2011, *M.S.S. c. Belgique et Grèce*, requête no 30696/09, paragraphe 293.

<sup>2</sup>Disponible sur <https://www.state.gov/reports/2016-country-reports-on-human-rights-practices/>, consulté en mai 2020.

<sup>3</sup>Disponible sur <https://www.state.gov/wp-content/uoloads/2019/01/Sudon.pdf>, consulté en mai 2020.

<sup>4</sup>Disponible sur <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/sudan>, consulté en mai 2020.

<sup>5</sup>Disponible sur : <https://www.amnesty.oreen/countries/africa/sudan/report-sudan/>, consulté en mai 2020.

Il avance que les actes dont il aurait personnellement fait l'objet seraient à considérer comme des actes de persécution en ce qu'ils constitueraient une violation suffisamment grave des droits de l'Homme et « *d'autres droits fondamentaux* », tels l'interdiction de la torture et des peines ou traitements inhumains et dégradants au sens de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ci-après désignée par « la CEDH », ou le droit à la liberté et à la sûreté au sens de l'article 5, paragraphe (1) de la CEDH. Ces actes auraient, de surcroît, de par leur nature et leur durée, atteint un seuil suffisamment élevé de gravité pour être constitutifs d'actes de persécution.

S'agissant de l'agent de persécution, il met en exergue qu'il aurait clairement indiqué lors de son entretien qu'il aurait été persécuté directement par les services de sécurité soudanais qui seraient dès lors à considérer comme des acteurs étatiques au sens de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015, en ce sens qu'il n'aurait pas pu utilement recourir à l'aide d'une autorité nationale quelconque pour assurer sa protection.

En ce qui concerne plus précisément les agissements des services de sécurité soudanais, ordinairement appelés « *Service national de la sûreté et du renseignement au Soudan* » (NISS), le demandeur renvoie à un rapport de l'organisation *Amnesty International*, intitulé « *Les agents de la terreur, Le service national de la sûreté et du renseignement au Soudan* »<sup>6</sup>, de juillet 2010, dénonçant les actes de torture et de terreur infligés par ce service aux opposants du régime soudanais. Il se réfère de même à un communiqué de l'organisation *Human Rights Watch*, intitulé, « *Sudan : Torture, Abuse of Demonstrators* »<sup>7</sup>, publié le 11 juin 2012, duquel il se dégagerait que la majorité des détenus auraient été placés dans des centres de détention du NISS qui serait « *réputé avoir recours aux mauvais traitements et à la torture* » et que plus de treize personnes relâchées puis questionnées par *Amnesty International* et *Human Rights Watch* auraient déclaré qu'elles auraient été « *battues, injuriées, privées de nourriture, d'eau et de sommeil et autrement maltraitées pendant qu'elles avaient été détenues à Khartoum et en banlieue de cette ville* ».

Il se prévaut, dans ce contexte, d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 2 mars 2010<sup>8</sup> ayant retenu que la capacité voire l'incapacité du pays d'origine d'assurer une protection contre des actes de persécution constituerait un élément décisif de l'appréciation conduisant à l'octroi respectivement au refus du statut de réfugié, de sorte que, dans ces circonstances, il devrait être admis que les autorités soudanaises seraient dans l'impossibilité de lui garantir une protection efficace étant donné que les services de sécurité seraient au service de l'Etat soudanais.

S'agissant de sa crainte d'être persécuté, il donne à considérer qu'il serait établi qu'il aurait déjà fait l'objet d'actes de persécution antérieurs qui seraient à la base de son départ immédiat du Soudan, de sorte que, conformément à l'article 37, paragraphe (4) de la loi du 18 décembre 2015 et à la jurisprudence constante du tribunal administratif, il existerait, en l'espèce, une présomption dans son chef que de telles persécutions ou atteintes graves se reproduiraient en cas de retour dans son pays d'origine.

---

<sup>6</sup> Disponible sous <https://www.amnesty.org/download/Documents/36000/afr540102010fra.pdf>, consulté en mai 2020.

<sup>7</sup> Disponible sous <https://www.hrw.org/news/2012/07/11/sudan-torture-abuse-demonstrators>, consulté en mai 2020.

<sup>8</sup> CJUE, arrêt du 2 mars 2010, grande chambre, *Aydin Salahadin Abdulla e.a./Bundesrepublik Deutschland*, affaires jointes C-175/08, C-176/08, C-178/08 et C-179/08, EU:C:2010:105, points 68, 71.

Il avance que quand bien même trois années se seraient écoulées depuis son départ de son pays d'origine, ses craintes de faire l'objet de représailles de la part des services de sécurité en cas de retour au Soudan seraient toujours actuelles et fondées dans la mesure où le départ du pouvoir d'Omar el-Béchir ne pourrait systématiquement ni valablement être interprété comme ayant entraîné un changement radical « des méthodes » des services de sécurité de l'Etat soudanais qui jouiraient toujours d'une impunité totale. Il s'ensuivrait que ce changement de contexte politique intervenu depuis le 11 avril 2019 au Soudan ne pourrait valablement servir de prétexte pour justifier dans son chef le refus de la reconnaissance du statut de réfugié, le demandeur soulignant plus particulièrement qu'en dépit du départ d'Omar el-Béchir du pouvoir, aucun progrès notable en matière de démocratie et des droits de l'Homme n'aurait eu lieu au Soudan.

Il soutient que le changement politique intervenu au Soudan serait, par ailleurs, « manifestement prématuré » et pourrait avoir des conséquences graves si le Grand-Duché de Luxembourg refusait définitivement la protection internationale à un Soudanais sans aucune évaluation rigoureuse et minutieuse de la situation actuelle au Soudan. Ceci serait d'autant plus vrai que le gouvernement de transition actuel serait composé de civils et de militaires, que plusieurs groupes armés d'opposition ne seraient pas encore désarmés et que les *Rapid Support Forces*, connus pour avoir commis des atrocités au Darfour, seraient les « *actuels patrons* » de la sécurité dans le pays et continueraient à commettre des bavures et des exactions sur les populations civiles. Il serait, selon le demandeur, dès lors trop tôt pour évaluer les effets du changement politique au Soudan, alors que divers « *coups de théâtre* » seraient toujours possibles pendant la période de transition du fait de l'existence de groupes armés sur le territoire national soudanais ainsi que de la présence des militaires dans le gouvernement actuel, ce à quoi s'ajouterait le fait que le gouvernement de transition soudanais aurait à peine adopté des mesures en vue d'une véritable réconciliation nationale.

Il conclut, au vu de ce qui précède, que ses déclarations devraient être considérées comme étant crédibles dans le contexte de la violence politique qui prévaudrait au Soudan et plus particulièrement à l'encontre des membres de l'opposition sous le régime du président Omar el-Béchir.

Il se réfère ensuite au rapport précité de l'EASO de 2018 s'agissant de l'évaluation des éléments de preuve et de la crédibilité du récit d'un demandeur de protection internationale, pour soutenir que le fait d'avoir ignoré la date de création du MPLS-N ne saurait systématiquement être considéré par le ministre comme constituant un indice de défaut de crédibilité de son récit, ceci notamment au vu du fait qu'il aurait fait preuve tout au long de son entretien d'une carence concernant la maîtrise des dates, le demandeur soulignant, à cet égard, qu'il aurait expressément indiqué à plusieurs reprises avoir des difficultés à se rappeler avec précision des dates pertinentes.

Il cite, dans ce contexte, des exemples de son rapport d'audition faisant état des lacunes qu'il a eues quant à la précision de certaines dates, tout en se référant à un arrêt du 17 janvier 2006<sup>9</sup> dans une affaire *Bello c. Suède* à l'occasion duquel la Cour EDH a retenu que lors de l'examen de la crédibilité générale des déclarations d'un demandeur de protection internationale, l'on ne pourrait pas s'attendre à une parfaite exactitude concernant les dates et les événements.

---

<sup>9</sup> Cour EDH, 7 janvier 2006, affaire *Bello cl Suède*, requête n°32213/04.

S'agissant de l'affirmation du ministre qu'il ne serait pas crédible qu'il serait membre du MPLS-N en raison, d'une part, de son origine ethnique en ce qu'il n'existerait aucune information relative à l'appartenance au sein du MPLS-N de membres de la tribu Shaygui, mais qu'il résulterait, au contraire, des informations à sa disposition que ledit groupement politique serait dominé par les Jalayin et Shaigiya, et, d'autre part, de sa provenance géographique en ce qu'il se dégagerait des informations à la disposition du ministre que le MPLS-N serait un groupe politique représentant la population des Etats du Kordofan du Sud et du Nil Bleu tandis que lui-même serait originaire du village du ... dans l'Etat d'... se situant à environ 800 km du Kordofan du Sud, le demandeur relève que dans la mesure où il ne lui aurait pas été possible de prendre position sur ces points lors de ses entretiens, ils ne pourraient être valablement soulevés par le ministre comme constituant des indices d'un défaut de crédibilité de son récit.

Il s'ensuivrait, au vu de ce qui précède, que les conditions requises pour bénéficier du statut de réfugié seraient réunies dans son chef et que, par conséquent, la décision déférée encourrait la réformation.

S'agissant de la protection subsidiaire, le demandeur fait valoir qu'eu égard aux motifs politiques à la base de sa fuite du Soudan, tels qu'exposés ci-avant, il existerait des motifs sérieux et avérés de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il encourait un risque réel de subir des atteintes graves sous forme de tortures ou de traitements ou sanctions inhumains et dégradants.

Il met en exergue que son risque d'être victime d'atteintes graves au sens de l'article 48, point b) de la loi du 18 décembre 2015 serait d'autant plus sérieux qu'il ne ferait aucun doute qu'il aurait été signalé par les services de sécurité soudanais qui le poursuivraient à cause de son profil politique et pour avoir quitté illégalement le Soudan, de sorte que lors de son passage à l'aéroport en cas de retour, il pourrait être rapidement identifié et arrêté.

En ce qui concerne l'impact du changement politique intervenu au Soudan en avril 2019 sur son risque d'être victime d'atteintes graves, le demandeur renvoie à ses développements résumés ci-avant sous le volet du statut de réfugié.

Il expose ensuite les situations sécuritaire et humanitaire au Soudan, en soutenant qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il encourait un risque réel et avéré de subir des atteintes graves au sens de l'article 48, point c) de la loi du 18 décembre 2015.

S'agissant tout d'abord de la situation sécuritaire générale, il réitère que malgré le renversement de l'ancien président soudanais Omar el-Béchir le 11 avril 2019, la situation générale du pays resterait encore fortement instable après 30 ans d'Etat policier, en soulignant que toutes les régions du pays seraient directement ou indirectement touchées par cette insécurité. Il réitère que le pays serait en période de transition et que la capacité des autorités à protéger leurs citoyens ne serait pas encore effective après plusieurs années de guerre civile et d'un régime dictatorial. Il donne, par ailleurs, à considérer que les agents des forces nationales de défense et de sûreté ainsi que les milices et groupes paramilitaires mis en place pour défendre le régime de l'ancien président Omar el-Béchir seraient toujours armés et jouiraient encore d'une impunité totale, tout en soulignant que plusieurs déplacés internes regroupés dans des camps de réfugiés craindraient de rejoindre leurs villages. Il réitère, enfin, qu'actuellement, toute personne vivant au Soudan risquerait d'être victime d'atteintes graves alors que les *Rapid Support Forces*, un groupe paramilitaire composé d'anciens miliciens



*Janjaweed*, connus pour avoir commis des atrocités au Darfour, seraient responsables de la sécurité de tout le pays sous le gouvernement de transition actuel.

Pour appuyer ses dires concernant la précarité de la situation sécuritaire actuelle au Soudan, il se réfère au *Conflict Barometer* de 2019, édité par le *Heidelberg Institute for International Conflict Research*, à un rapport du *Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), intitulé « *Regional Overview: Africa 1-7 December 2019* », publié le 10 décembre 2019, à un rapport de *Human Rights Watch*, intitulé « *World Report 2020 — Sudan* »<sup>10</sup>, publié le 14 janvier 2020, à un rapport du *US Department of State*, intitulé « *Sudan 2019 Human Rights Report* »<sup>11</sup> du 11 mars 2020, à un rapport du *World Organisation Against Torture* (OMCT), intitulé « *Sudan: 41st session of the Human Rights Council Oral statement on the Interactive Dialogue on Sudan* », publié le 1<sup>er</sup> juin 2019, à un rapport de *International Crisis Group*, intitulé « *Safeguarding Sudan's Revolution, Africa Report N°281* », publié le 21 octobre 2019, à un rapport du *Armed Conflict Location & Event Data Project* (ACLED), intitulé « *Regional Overview: Africa 26 January -1 February 2020* », publié le 6 février 2020, à un article de presse, intitulé « *Le Soudan, un an après la chute d'Omar el-Béchir* », publié le 10 avril 2020 par le RFI, à des rapports du *Bundesamt für Migration und Flüchtlinge, Gruppe 62 - Informationszentrum Asyl und Migration, Briefing Notes*, des 3 février et 16 mars 2020, à un rapport de *Amnesty International*, intitulé « *Human Rights in Africa : Review of 2019* »<sup>12</sup>, publié le 8 avril 2020, ainsi qu'à un rapport de *International Crisis Group*, intitulé « *Watch List 2019 — Third Update; Keeping Sudan's Transition on Track* »<sup>13</sup>, publié le 15 octobre 2019.

S'agissant de la situation humanitaire actuelle au Soudan, il se réfère à un rapport de *Human Rights Council of the United Nations*, intitulé « *Report of the Independent Expert on the situation of human rights on his visit to Sudan* », publié le 18 août 2019, à un rapport de *Human Rights Watch*, intitulé « *World Report 2020 — Sudan* »<sup>14</sup>, publié le 14 janvier 2020, à un rapport de *World Vision*, intitulé « *Sudan — Situation Report July 1— July 31, 2019* », à un rapport de *OCHA*, intitulé « *Sudan - Situation Report, Last updated: 16 Jan 2020* »<sup>15</sup>, ainsi qu'à un rapport de l'UNHCR, intitulé « *Sudan — Factsheet, August 2019* », pour soutenir que la situation au Soudan serait toujours alarmante, instable et précaire et que les populations civiles devraient faire face à des opérations armées sur toute l'étendue du territoire conduisant à des arrestations, des détentions, des tortures et à tout autre traitement inhumain et dégradant.

En se référant à un arrêt de la CJUE du 30 janvier 2014<sup>16</sup>, il soutient qu'il devrait dès lors être admis qu'il existerait au Soudan un conflit armé interne alors que les groupes armés d'opposition et les forces gouvernementales n'auraient pas encore signé un accord de paix définitif depuis la mise en place du gouvernement de transition et qu'aucun processus de désarmement définitif n'aurait été enclenché à ce jour.

---

<sup>10</sup> Disponible sur <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/sudan>, consulté en avril 2020.

<sup>11</sup> Disponible sur <https://www.state.gov/reports/2019>, consulté en avril 2020.

<sup>12</sup> Disponible sur <https://www.amnesty.org/en/countries>, consulté en avril 2020.

<sup>13</sup> Disponible sur <https://www.crisisgroup.org/global/watch-list-2019-third-update>, consulté en avril 2020.

<sup>14</sup> Disponible sur <https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/sudan>, consulté en avril 2020.

<sup>15</sup> Disponible sur <https://reports.unocha.org/en/country/sudan/>, consulté en avril 2020.

<sup>16</sup> CJUE, 30 janvier 2014, affaire *Aboubakar Diakité c. Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides*, C-285/12, point 28.

Il s'ensuivrait, au vu de ce qui précède, que la situation actuelle au Soudan serait à considérer comme une situation de violence aveugle de haute intensité résultant d'une situation de conflit armé interne au sens des dispositions de l'article 48, point c) de la loi du 18 décembre 2015.

Il fait valoir que conformément aux enseignements retenus par la CJUE dans un arrêt du 17 février 2009<sup>17</sup>, *Meki Elgafaji et Noor Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie*, l'absence de preuve qu'il subirait individuellement des atteintes graves en cas retour au Soudan ne représenterait pas nécessairement un obstacle à l'octroi dans son chef d'une protection subsidiaire sur pied de l'article 48, point c) de la loi du 18 décembre 2015, pour autant que son origine soit établie « *sans que l'intensité des affrontements armés, le niveau d'organisation des forces armées en présence ou la durée du conflit fasse l'objet d'une appréciation distincte de celle du degré de violence régnant sur le territoire concerné* ».

Il réitère, à cet égard, que face à la situation prévalant actuellement au Soudan, tout civil encourrait le risque d'être victime d'une atteinte grave à sa vie ou à son intégrité physique, provenant notamment des *Rapid Support Forces* ou de tout autre groupe armé, en soulignant que quand bien même la situation dans l'Etat d'... soit relativement calme, il ne serait pas certain que des civils présents dans cette région soient totalement épargnés des effets collatéraux du conflit, ceci d'autant plus que les frontières entre les Etats fédérés du Soudan seraient poreuses.

Il conclut que, dans ces circonstances, il existerait des motifs sérieux et avérés de croire qu'en cas de retour au Soudan et devant retourner dans son village dont il est originaire, il encourrait, du seul fait de sa présence sur le territoire de cette région, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48, point c) de la loi du 18 décembre 2015, tout en insistant sur le fait qu'en égard aux déplacements internes massifs, de la crise humanitaire de grande ampleur et de la persistance des tensions interconfessionnelles, aucune fuite ou réinstallation à l'intérieur du Soudan ne serait envisageable.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

S'agissant tout d'abord du moyen fondé sur une violation par le ministre de l'article 10, paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015 aux termes duquel « (2) *Lors de l'examen d'une demande de protection internationale, le ministre détermine d'abord si le demandeur remplit les conditions d'octroi du statut de réfugié et, si tel n'est pas le cas, détermine si le demandeur remplit les conditions pour pouvoir bénéficier de la protection subsidiaire.* », le demandeur reprochant, en effet, au ministre qu'il se serait limité à évaluer la crédibilité de ses déclarations sans poursuivre son examen tendant à déterminer s'il réunit dans son chef les critères de la protection internationale, celui-ci est à rejeter pour autant que ce moyen a trait à la légalité externe de la décision entreprise. En effet, cette disposition a trait à l'ordre dans lequel le ministre est tenu d'examiner une demande de protection internationale en prévoyant que la demande d'un statut de réfugié est à considérer comme la demande d'ordre principal par rapport à une demande d'un statut de protection subsidiaire qui, comme son nom l'indique d'ailleurs, n'est à considérer qu'en ordre subsidiaire, mais ne concerne pas la question de la crédibilité du récit du demandeur et, le cas échéant, le rejet d'une demande de protection

---

<sup>17</sup> CJUE, 17 février 2009, *Meki Elgafaji et Noor Elgafaji c. Staatssecretaris van Justitie*, affaire C-465/07, point 43.

internationale pour défaut de crédibilité, étant relevé qu'aux termes de l'article 37, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015, il appartient, tout d'abord, au demandeur de protection internationale de présenter tous les éléments nécessaires pour étayer sa demande de protection internationale et, ensuite, au ministre, aux termes de l'article 37, paragraphe (3), points a) à c) de la même loi disposant que « (3) *Le ministre procède à l'évaluation individuelle d'une demande de protection internationale en tenant compte des éléments suivants:*

- a) *tous les faits pertinents concernant le pays d'origine au moment de statuer sur la demande, y compris les lois et règlements du pays d'origine et la manière dont ils sont appliqués;*
- b) *les informations et documents pertinents présentés par le demandeur, y compris les informations permettant de déterminer si le demandeur a fait ou pourrait faire l'objet de persécution ou d'atteintes graves;*
- c) *le statut individuel et la situation personnelle du demandeur, y compris des facteurs comme son passé, son sexe et son âge, pour déterminer si, compte tenu de la situation personnelle du demandeur, les actes auxquels le demandeur a été ou risque d'être exposé pourraient être considérés comme une persécution ou une atteinte grave; »,*

d'évaluer, en coopération avec le demandeur, les éléments pertinents de la demande.

Or, force est de constater qu'en l'espèce, après avoir évalué les motifs invoqués à la base de la demande de protection internationale tels qu'exposés lors de son entretien avec l'agent du ministère, le ministre est venu à la conclusion que le récit du demandeur n'était pas crédible dans son ensemble et qu'en conséquence, aucune protection internationale ne pourrait lui être octroyée. De ce point de vue, aucun reproche ne peut être adressé au ministre. En effet, dans la mesure où c'est, à l'issue d'une évaluation individuelle des motifs de fuite avancés par le demandeur, qu'il a exclu la crédibilité de son récit, un examen quant à la pertinence de ces mêmes motifs par rapport aux conditions d'octroi de la protection internationale prise en son double volet n'était, dans cette même logique, plus nécessaire, étant encore précisé que le bien-fondé de la motivation ayant amené le ministre à arrêter son analyse au niveau de la crédibilité du récit du demandeur et à rejeter sa demande de protection internationale pour manque de crédibilité est une question touchant le fond du litige qui sera examiné ci-après.

Il s'ensuit, au vu de ce qui précède, que la violation alléguée de l'article 10, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015 laisse d'être fondée.

S'agissant, ensuite de la légalité interne de la décision déferée, il y a lieu de relever qu'en vertu de l'article 2, point h), de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2, point f), de la même loi comme « [...] *tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner [...]* », tandis que celle de « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » est définie par l'article 2, point g), de la loi du 18 décembre 2015 comme « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés*

*de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays ».*

Force est au tribunal de constater que tant la notion de « réfugié », que celle de « personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire » impliquent nécessairement des persécutions ou des atteintes graves.

Par ailleurs, l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015 dispose que « (1) Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1A de la Convention de Genève doivent:

*a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales; ou*

*b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). [...] ».*

Quant aux atteintes graves, l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 les définit comme:

*« a) la peine de mort ou l'exécution ; ou*

*b) la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; ou*

*c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

Dans les deux hypothèses, les faits dénoncés doivent être perpétrés par un acteur de persécutions ou d'atteintes graves, au sens de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015, lesquels peuvent être :

*« a) l'Etat;*

*b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci;*

*c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. ».*

Aux termes de l'article 40 de la loi du 18 décembre 2015 : « (1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par:

*a) l'Etat, ou*

*b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.*

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au

*paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. [...] ».*

Il se dégage des articles précités de la loi du 18 décembre 2015 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2, point f), de la prédite loi, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40 de la même loi, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine. Cette dernière condition s'applique également au niveau de la demande de protection subsidiaire, conjuguée avec les exigences liées à la définition de l'atteinte grave reprises à l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015 et rappelées précédemment.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait que l'une d'entre elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié ou de celui conféré par la protection subsidiaire.

Il y a, par ailleurs, lieu de préciser que le tribunal, statuant en tant que juge du fond en matière de demande de protection internationale, doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, tout en prenant en considération la situation telle qu'elle se présente à l'heure actuelle dans le pays de provenance. Cet examen ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur.

Il se dégage à ce propos du libellé de la décision déferée que le ministre est arrivé à la conclusion que le récit de Monsieur ... ne serait pas crédible dans son ensemble et qu'en conséquence, il s'est vu refuser une protection internationale. Le délégué du gouvernement confirme cette approche.

Au regard des contestations afférentes de la partie étatique, il convient dès lors de prime abord d'examiner la crédibilité du récit du demandeur.

A cet égard, il y a lieu de rappeler que si, comme en l'espèce, des éléments de preuve manquent pour étayer les déclarations d'un demandeur de protection internationale, celui-ci doit bénéficier du doute en application de l'article 37, paragraphe (5), de la loi du 18 décembre 2015 si, de manière générale, son récit peut être considéré comme crédible, s'il s'est réellement efforcé d'étayer sa demande, s'il a livré tous les éléments dont il disposait et si ses déclarations sont cohérentes et ne sont pas en contradiction avec l'information générale et spécifique disponible, le principe du bénéfice du doute étant, en droit des réfugiés, d'une très grande importance alors qu'il est souvent impossible pour les réfugiés d'apporter des preuves

formelles à l'appui de leur demande de protection internationale et de leur crainte de persécution ou d'atteintes graves<sup>18</sup>.

Le tribunal est toutefois amené à relever qu'en l'espèce, c'est à bon droit que le ministre a retenu un manque de crédibilité au niveau du récit du demandeur pour refuser de lui accorder une protection internationale.

Il y a lieu de relever que le demandeur a expliqué avoir quitté le Soudan à cause des menaces de mort, des arrestations et des tortures qu'il aurait subies à plusieurs reprises de la part des autorités soudanaises pour avoir été un membre actif du MPLS-N et avoir essayé de prôner dans les souks, les écoles et les universités, les objectifs dudit parti, tout en évoquant, par ailleurs, son arrestation, sa détention et les menaces de mort qu'il aurait reçues pour avoir chanté une chanson politique lors d'un rassemblement à une université.

Or, à l'instar du ministre et de la partie étatique, le tribunal se doit de constater que certaines déclarations faites par le demandeur lors de son entretien sur les motifs à la base de sa demande de protection internationale sont contredites par les sources internationales invoquées par la partie étatique, sans que le demandeur n'ait fourni dans le cadre de son recours des explications concordantes permettant d'infirmer la position étatique, alors même qu'il s'agit d'éléments clés dans l'évaluation des motifs à la base de sa demande de protection internationale.

Ainsi, si le demandeur a expliqué lors de son entretien qu'il aurait été affilié au MPLS-N « *depuis que j'étais à l'école secondaire* »<sup>19</sup> et que, dans ce contexte, il a précisé que les menaces de la part du gouvernement soudanais liées à son appartenance à ce parti auraient commencé en 2008 « *lorsque j'étais au secondaire* »<sup>20</sup>, il se dégage toutefois des informations fournies par la partie étatique, sources internationales à l'appui, que le MPLS-N « [...] *was created when South Sudan seceded from Sudan in 2011, separating the SPLM leadership in Blue Nile and South Kordofan from the broader SPLM party* »<sup>21</sup>, de sorte que le tribunal retient, à l'instar de la partie étatique, qu'il est tout simplement impossible que Monsieur ... ait été membre de ce parti depuis 2008, alors qu'en 2008, le MPLS-N n'existait pas encore.

Ce constat ne saurait être ébranlé par les explications du mandataire du demandeur dans le recours sous analyse consistant à justifier les erreurs de date commises par le demandeur par les difficultés que celui-ci aurait prétendument, de manière générale, pour se rappeler des dates avec précision. En effet, s'il peut certes être admis que le simple fait de ne pas se rappeler exactement de l'année dans laquelle il a adhéré au parti MPLS-N, sinon celle au cours de laquelle les menaces ont débuté, serait insuffisant à lui seul pour remettre en cause la crédibilité de l'intégralité du récit du demandeur, il n'en reste pas moins que les incohérences au niveau des dates auxquelles le demandeur a situé son affiliation audit parti, respectivement le début des menaces de la part des membres du gouvernement soudanais, à savoir pendant l'époque où il a fréquenté l'école secondaire, tout en précisant que « *ce devrait être en 2008 - 2009* »<sup>22</sup> ne sauraient s'expliquer par une simple confusion, respectivement un problème de mémoire, puisque, lors de son entretien, le demandeur a persisté en insistant à

---

<sup>18</sup> Trib. adm. 16 avril 2008, n° 23855, Pas. adm. 2020, V° Etrangers, n° 135 et les autres références y citées.

<sup>19</sup> Page 6 du rapport d'entretien.

<sup>20</sup> Page 7 du rapport d'entretien.

<sup>21</sup> Asylum Research Centre (ARC), South Kordofan and Blue Nile Country Report, 1 June 2016, <https://www.refworld.org/docid/574ed1e94.html>, consulté en avril 2020.

<sup>22</sup> Page 7 du rapport d'entretien.

plusieurs reprises sur le fait qu'il se serait caché de temps en temps entre 2008 et 2012 lorsqu'« *il y avait un événement* »<sup>23</sup>, pour se cacher définitivement à partir de 2012 lorsque la pression serait devenue très forte<sup>24</sup>, tout en faisant état, à cet égard, d'une publication sur Facebook qu'il aurait faite à l'intérieur d'une prison en décembre 2012<sup>25</sup>. Or, étant donné que pratiquement 4 ans se seraient alors écoulés entre les premières prétendues menaces en 2008 et son emprisonnement en décembre 2012, il n'est pas plausible que le demandeur se serait tout simplement trompé d'année par rapport à son affiliation au parti MPLS-N, respectivement par rapport au moment où les menaces auraient commencé. A cela s'ajoute que le demandeur a expliqué à l'agent ministériel en charge de son entretien que l'événement déclencheur l'ayant poussé à se cacher aurait eu lieu après avoir terminé ses études secondaires et plus précisément à partir du moment où il aurait commencé à se rendre à l'université pour y exercer des activités politiques<sup>26</sup>. Or, le fait même qu'il ait été en mesure de situer temporellement cet événement avec précision démontre que le demandeur est en mesure de distinguer clairement entre la période où il fréquentait l'école secondaire et où les menaces auraient, selon lui, commencé, et celle après le secondaire où les menaces de la part des services de sécurité seraient devenues plus intenses. Ceci est d'autant plus vrai que le demandeur a expliqué au début de son entretien qu'après l'école primaire, il aurait « *pour le secondaire* » tout de suite entamé une formation professionnelle de 3 ans qu'il aurait terminée et dont la troisième année serait une année préparatoire pour accéder à l'université<sup>27</sup> et qu'à partir de 2012, il aurait travaillé comme pêcheur et comme chauffeur de bus<sup>28</sup> parce qu'on lui aurait refusé de s'inscrire à l'université<sup>29</sup>, ce qui corrobore encore davantage le constat que le demandeur est tout à fait en mesure de distinguer entre l'époque où il a suivi des études secondaires et celle subséquente et, par conséquent, que la version des faits telle que présentée par le demandeur est plus que douteuse.

S'agissant ensuite des autres incohérences en relation avec la prétendue appartenance du demandeur au groupement MPLS-N, force est de constater que celui-ci n'a aucunement pris position dans son recours sur les contradictions ainsi soulevées, ni n'a-t-il soumis au tribunal des éléments permettant de réfuter celles-ci, étant, à cet égard, relevé que le simple fait que le demandeur n'a pas eu la possibilité de s'expliquer sur ces points contradictoires lors de ses entretiens ne saurait en tout cas empêcher le ministre de les qualifier comme étant des indices d'un défaut de crédibilité de ces éléments de son récit, le demandeur ayant eu l'occasion de prendre position y relativement dans le cadre de la procédure contentieuse, ce qu'il est toutefois resté en défaut de faire.

En effet, par rapport aux affirmations du ministre, sources internationales à l'appui, qu'il ne serait pas crédible que le demandeur est un membre du groupement MPLS-N, d'une part, au motif qu'il ne ressortirait nullement des informations dont il dispose que les Shayguis, ethnies à laquelle le demandeur déclare appartenir, font partie dudit groupement qui serait, en effet, clairement dominé par les Jalayins et les Shaigiya, et, d'autre part, en raison de sa provenance géographique, dans la mesure où le MPLS-N est un groupe politique qui représente la population dans les états du Kordofan du Sud et du Nil Bleu, tandis que le demandeur déclare être originaire de ..., un village dans l'Etat d'... se situant à environ 800

---

<sup>23</sup> Page 8 du rapport d'entretien.

<sup>24</sup> Page 10 du rapport d'entretien.

<sup>25</sup> Page 11 du rapport d'entretien.

<sup>26</sup> Page 8 du rapport d'entretien.

<sup>27</sup> Page 2 du rapport d'entretien.

<sup>28</sup> Page 11 du rapport d'entretien.

<sup>29</sup> Page 8 du rapport d'entretien.

km du Kordofan du Sud, celui-ci n'a avancé aucune explication ni n'a-t-il fourni un quelconque document permettant d'infirmer les constats ministériels.

Par ailleurs, force est de constater que le demandeur s'est contredit dans ses déclarations s'agissant de son départ vers l'Egypte. En effet, si le demandeur a tout d'abord affirmé qu'après avoir reçu des menaces de mort à cause d'une chanson politique qu'il aurait chantée lors d'un meeting, il se serait réfugié dans un village égyptien juste derrière la frontière soudanaise nommée Al-Ababda où il serait resté entre 20 et 25 jours<sup>30</sup>, il a déclaré plus loin dans son entretien qu'il aurait été emprisonné dans une prison à Khartoum après avoir chanté cette chanson politique et qu'à sa libération, il serait parti au gouvernorat de Khartoum où il aurait une nouvelle fois été emprisonné, avant d'avoir définitivement, à sa libération de prison, quitté le Soudan en direction de Lybie<sup>31</sup>.

Or, lorsque l'agent ministériel l'a confronté avec cette incohérence, le demandeur a simplement déclaré que *« je ne suis pas sûr des dates, je ne suis pas sûr comment cela s'est déroulé. C'est vrai que je suis parti à la frontière égyptienne à cause de ce problème. Peut-être j'étais en Egypte avant que je sois emprisonné. Peut-être. »*<sup>32</sup>, sans donner ni lors de son entretien ni dans le cadre du recours sous analyse des explications concordantes permettant de justifier cette contradiction, ce qui renforce davantage les doutes quant à la véracité de l'intégralité du récit du demandeur.

A cela s'ajoute, enfin, que si le demandeur était effectivement retourné au Soudan après y avoir été emprisonné et torturé à plusieurs reprises et surtout, après avoir pris la fuite pour l'Egypte où il serait resté pendant plus de 20 jours, ce comportement n'est évidemment pas compatible avec celui d'une personne qui risque sa vie dans son pays d'origine.

Dans ces circonstances, le tribunal conclut que c'est à juste titre que le ministre a retenu que la crédibilité du récit du demandeur est manifestement ébranlée dans son ensemble et qu'il ne saurait, dès lors, bénéficier de l'un des statuts conférés par la protection internationale.

A titre superfétatoire et afin d'être complet, le tribunal relève qu'indépendamment de la crédibilité du récit du demandeur, remise en cause par le ministre et la partie étatique dans son intégralité, l'examen des faits et motifs invoqués par lui à l'appui sa demande de protection internationale dans le cadre de ses auditions, ainsi qu'au cours de la procédure contentieuse et des pièces produites en cause, l'amène à conclure qu'il reste de toute façon en défaut d'établir à suffisance de droit des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle fondée de persécutions au sens de la Convention de Genève, respectivement d'atteintes graves au sens de la loi du 18 décembre 2015.

S'agissant tout d'abord de sa demande d'octroi de statut de réfugié, le tribunal se doit de relever que s'il peut être admis que la crainte du demandeur de faire l'objet de représailles de la part des autorités soudanaises du fait de sa qualité de membre du parti d'opposition au gouvernement est susceptible de tomber dans le champ d'application de la Convention de Genève en ce que les agissements dont il appréhende d'être victime sont liés à ses opinions politiques, il n'en reste pas moins qu'il ne ressort pas des éléments à la disposition du tribunal que sa crainte puisse être considérée comme étant actuelle et fondée.

---

<sup>30</sup> Page 7 du rapport d'entretien.

<sup>31</sup> Page 13 du rapport d'entretien.

<sup>32</sup> Idem.



Il échet, à cet égard, de relever que la question essentielle qui se pose en l'espèce est celle de savoir quels sont les risques encourus par le demandeur s'il retourne actuellement dans son pays d'origine et plus particulièrement s'il existe encore à l'heure actuelle un risque réel et sérieux qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il sera poursuivi par les services de sûreté soudanais au motif qu'il est ou aurait été membre du MPLS-N, un parti d'opposition au régime au pouvoir à l'époque.

Or, le tribunal est amené à retenir qu'il ne se dégage pas des éléments à sa disposition qu'en cas de retour dans son pays d'origine, le demandeur risque de rencontrer actuellement de tels problèmes, le tribunal estimant, en effet, qu'il y a de bonnes raisons de penser que les faits relatés par le demandeur, indépendamment de la question de leur crédibilité, et les craintes qu'il en déduit, ne se reproduiront plus dans le même contexte.

En effet, les craintes du demandeur reposent sur la considération que les autorités soudanaises agiraient contre lui en tant que membre d'un groupement d'opposants au régime au pouvoir lorsqu'il a quitté son pays d'origine, à savoir le régime du président el-Béchir. Or, tel que le tribunal l'a relevé dans divers jugements récents à propos de la situation générale au Soudan, le président Omar el-Béchir a été destitué par l'armée en avril 2019 et un gouvernement de transition a été mis en place, puis un gouvernement en février 2020<sup>33</sup>. Dès lors, les craintes exprimées par le demandeur doivent être placées dans le contexte actuel de la situation prévalant au Soudan à la suite de ces changements politiques et plus particulièrement à la suite de la destitution du président el-Béchir, dont le demandeur déclare justement craindre les services de sûreté. Or, le demandeur est resté en défaut de fournir au tribunal des explications sur la situation générale des membres du groupement MPLS-N au Soudan afin de justifier que ses craintes sont toujours d'actualité, malgré la disparition du régime politique dont il déclare craindre des poursuites. En effet, les rapports et publications internationaux dont se prévaut en l'espèce le demandeur pour démontrer son risque d'être victime de persécutions en cas de retour dans son pays d'origine en raison de son profil politique d'opposant sont relatifs à la situation au Soudan telle qu'elle existait sous le régime de l'ancien président déchu Omar el-Béchir et dès lors non pertinents en l'espèce en ce qu'ils ne permettent pas de retenir que malgré les changements politiques intervenus au Soudan en avril 2019 et tels que relevés ci-avant, il encourt toujours actuellement un risque de subir des persécutions de la part des services du gouvernement soudanais en cas de retour dans son pays d'origine en raison de son appartenance à un groupement d'opposition au régime du président el-Béchir. Si le demandeur fait certes valoir que ses craintes seraient toujours actuelles en ce que le changement politique intervenu au Soudan à la suite de la destitution du régime du président el-Béchir ne pourrait être interprété comme un changement radical des méthodes des services de sécurité de l'Etat soudanais qui seraient toujours présents sur le territoire et qui jouiraient toujours d'une impunité totale, force est de constater qu'il est resté en défaut de soumettre au tribunal des éléments d'appréciation actualisés permettant d'évaluer les risques concrètement encourus par lui en sa qualité de membre du groupement MPLS-N en rapport avec la situation actuelle du Soudan. A cet égard, il échet encore de relever que s'il se dégage certes des extraits de rapports et de publications cités par le demandeur dans le cadre du recours sous analyse que les *Rapid Support Forces* ont commis des exactions contre la population soudanaise même postérieurement au renversement du gouvernement d'Omar el-Béchir, il n'en reste pas moins que ces sources ne permettent pas non plus de retenir que les membres du groupement MPLS-N aient été visés en particulier par ces exactions. Par ailleurs, les agissements y décrits se sont

---

<sup>33</sup> Cf trib. adm. 18 mai 2020, n° 42467 du rôle, confirmé par un arrêt de la Cour administrative du 13 octobre 2020, n° 44570C du rôle, disponibles sous [www.jurad.etat.lu](http://www.jurad.etat.lu).

inscrits dans le contexte particulier de la situation post-renversement du président el-Béchir et de la mise en place d'un conseil militaire de transition, de sorte que s'ils sont certes condamnables, ils ne reflètent pas non plus nécessairement la situation telle qu'existant actuellement au Soudan.

Au vu de l'ensemble des considérations qui précèdent et des éléments à sa disposition, le tribunal est dès lors amené à conclure que la crainte de représailles dont le demandeur fait état doit davantage s'analyser en un sentiment général d'insécurité, voire en une crainte purement hypothétique de faire l'objet de persécutions, mais n'est pas de nature à justifier dans son chef l'octroi du statut de réfugié.

Il s'ensuit que le demandeur n'a pas fait état et n'a pas établi des raisons de nature à justifier dans son chef dans son pays de provenance une crainte fondée de persécution pour les motifs énumérés à l'article 2, point f), de la loi du 18 décembre 2015.

C'est dès lors à bon droit que le ministre a rejeté la demande en obtention du statut de réfugié présentée par le demandeur comme étant non fondée, de sorte que son recours est, pour autant qu'il est dirigé contre le refus du ministre de lui accorder le statut de réfugié, à rejeter.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus d'accorder à Monsieur ... le bénéfice du statut conféré par la protection subsidiaire, le tribunal constate que le demandeur invoque les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié.

En ce qui concerne la crainte de faire l'objet des atteintes graves visées aux points a) et b) de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, précités, il y a lieu de constater qu'au vu des conclusions dégagées ci-avant au sujet de la demande de reconnaissance du statut de réfugié, les craintes invoquées par le demandeur de subir de la part des autorités soudanaises, en cas de retour au Soudan, des traitements inhumains ou dégradants, voire des actes de torture, respectivement d'être victime d'une exécution extra-judiciaire sur base des mêmes événements ou arguments que ceux invoqués dans le cadre de la demande en reconnaissance du statut de réfugié sont également dénuées de fondement, dans la mesure où il a plus particulièrement été retenu ci-avant que les faits invoqués ne font qu'exprimer un sentiment général d'insécurité et que sa crainte de représailles, respectivement de poursuites de la part des autorités soudanaises doit s'analyser comme étant purement hypothétique.

Pour ce qui de la question de savoir si le demandeur est fondé à se prévaloir des dispositions de l'article 48, point c), de la loi du 18 décembre 2015, il convient de rappeler que le demandeur doit établir qu'il existe dans son pays d'origine « *des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

A cet égard, la CJUE a précisé dans le considérant 43 de son arrêt du 17 février 2009, « *Elgafaji c. Pays-Bas* », numéro C-465/07, cité par le demandeur, que « [...] l'article 15, sous c), de la directive, lu en combinaison avec l'article 2, sous e), de la même directive, doit être interprété en ce sens que :

- *l'existence de menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne du demandeur de la protection subsidiaire n'est pas subordonnée à la condition que ce dernier*

*rapporte la preuve qu'il est visé spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle;*

*- l'existence de telles menaces peut exceptionnellement être considérée comme établie lorsque le degré de violence aveugle caractérisant le conflit armé en cours, apprécié par les autorités nationales compétentes saisies d'une demande de protection subsidiaire ou par les juridictions d'un Etat membre auxquelles une décision de rejet d'une telle demande est déférée, atteint un niveau si élevé qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'un civil renvoyé dans le pays concerné ou, le cas échéant, dans la région concernée courrait, du seul fait de sa présence sur le territoire de ceux-ci, un risque réel de subir lesdites menaces.».*

Elle a également retenu, dans le considérant 39 du prédict arrêt, que « [...] *plus le demandeur est éventuellement apte à démontrer qu'il est affecté spécifiquement en raison d'éléments propres à sa situation personnelle, moins sera élevé le degré de violence aveugle requis pour qu'il puisse bénéficier de la protection subsidiaire* ».

La CJUE distingue dès lors deux situations : dans la première hypothèse, le degré atteint par la violence aveugle est tel que celle-ci affecte tout civil se trouvant sur le territoire où elle sévit, de sorte que s'il est établi qu'un demandeur est un civil originaire de ce pays ou de cette région, il doit être considéré qu'il encourrait un risque réel de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle s'il était renvoyé dans cette région ou ce pays, du seul fait de sa présence sur le territoire de ceux-ci, sans qu'il soit nécessaire de procéder, en outre, à l'examen d'autres circonstances qui lui seraient propres. La seconde hypothèse concerne des situations où il existe une violence aveugle, ou indiscriminée, c'est-à-dire une violence qui frappe des personnes indistinctement, sans qu'elles ne soient ciblées spécifiquement, mais où cette violence n'atteint pas un niveau tel que tout civil courrait du seul fait de sa présence dans le pays ou la région en question un risque réel de subir des menaces graves pour sa vie ou sa personne. La CJUE a jugé que dans une telle situation, il convenait de prendre en considération d'éventuels éléments propres à la situation personnelle du demandeur aggravant dans son chef le risque lié à la violence aveugle, étant relevé que de tels éléments propres à la situation personnelle du demandeur constituent des circonstances qui ont pour effet qu'ils encourrent un risque plus élevé qu'une autre personne d'être victimes d'une violence indiscriminée, alors même que celle-ci ne les cible pas pour autant plus spécifiquement que cette autre personne. Tel pourrait ainsi, par exemple, être le cas lorsqu'une vulnérabilité accrue, une localisation plus exposée ou une situation socio-économique particulière ont pour conséquence que le demandeur encourt un risque plus élevé que d'autres civils de voir sa vie ou sa personne gravement menacée par la violence aveugle<sup>34</sup>.

Il échet, par ailleurs, de relever que le conflit armé interne a été défini par la CJUE dans son arrêt du 30 janvier 2014, « *Diakité c. Belgique* », numéro C-285/12, et plus particulièrement en son considérant 35, de la manière suivante : « [...] *lorsque les forces régulières d'un Etat affrontent un ou plusieurs groupes armés ou lorsque deux ou plusieurs groupes armés s'affrontent, sans qu'il soit nécessaire que ce conflit puisse être qualifié de conflit armé ne présentant pas un caractère international au sens du droit international humanitaire et sans que l'intensité des affrontements armés, le niveau d'organisation des forces armées en présence ou la durée du conflit fasse l'objet d'une appréciation distincte de celle du degré de violence régnant sur le territoire concerné.*».

---

<sup>34</sup> Conseil du Contentieux des Etrangers, arrêt du 13 août 2020, n° 239678 du rôle, disponible sur [www.rvv-cce.be](http://www.rvv-cce.be).

Quant aux violences aveugles, elles ont été définies par la CJUE dans le prédit arrêt «*Elgafaji c. Belgique* », notamment dans les considérants 34 et 35, comme étant des violences qui s'étendent à des civils sans considération de leur situation personnelle ou de leur identité.

Force est au tribunal de constater que si les rapports et articles invoqués par le demandeur à l'appui du recours font certes état du fait que la situation sécuritaire au Soudan a été très instable et marquée par des crimes de guerre perpétrés par les forces gouvernementales soudanaises et des milices alliées, tel que relevé ci-avant, les agissements y décrits, outre le fait qu'ils ont surtout eu lieu dans les régions du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil Bleu se situant à plusieurs centaines de kilomètres de l'Etat d'... dont le demandeur déclare être originaire, reflètent essentiellement la situation telle qu'elle se présentait suite au renversement du président el-Béchir, respectivement suite à la mise en place d'un conseil militaire de transition, mais ils ne font pas état de la situation telle qu'elle existe actuellement au Soudan. Par ailleurs, il ne se dégage pas de ces publications que le seul fait d'être originaire du Soudan, et plus particulièrement de l'Etat d'..., est suffisant pour qu'une protection subsidiaire soit automatiquement octroyée à un ressortissant de ce pays.

Si le tribunal ne nie pas que le Soudan connaît une situation sécuritaire et humanitaire problématique, il estime toutefois que les éléments fournis par le demandeur ne démontrent pas l'existence, à l'heure actuelle, au Soudan d'une situation de « *violence aveugle en cas de conflit armé* » au sens de l'article 48, point c), de la loi du 18 décembre 2015. En effet, le tribunal est amené à constater que le Soudan ne connaît pas actuellement de situation exceptionnelle où la mesure de la violence aveugle est telle qu'il y a de sérieux motifs de croire que, du seul fait de sa présence sur place, le demandeur y encourrait un risque d'être exposé à une menace grave contre sa vie ou contre sa personne au sens dudit article 48, point c). En tout état de cause, le demandeur ne fait pas valoir d'élément propre à sa situation personnelle aggravant dans son chef le risque lié à la violence aveugle.

Au vu de ces éléments, le tribunal est amené à conclure que le demandeur n'a pas démontré que la situation sécuritaire et humanitaire actuelle au Soudan, et plus particulièrement dans l'Etat d'... d'où il déclare être originaire, est telle qu'elle réponde aux critères d'une violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne au sens de l'article 48, point c), de la loi du 18 décembre 2015, tels que clarifiés par la jurisprudence de la CJUE, précitée.

Il découle de l'ensemble des considérations qui précèdent que le demandeur n'a pas fait état et n'a pas établi qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'il encourrait, en cas de retour dans son pays d'origine, un risque réel et avéré de subir des atteintes graves au sens de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015.

C'est dès lors à bon droit que le ministre a rejeté comme étant non fondée la demande tendant à l'obtention du statut conféré par la protection internationale prise en son double volet.

## 2) Quant au recours visant l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1) de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre l'ordre de quitter le territoire, un recours sollicitant la réformation de pareil ordre contenu dans la décision déférée a valablement pu être dirigé contre la décision ministérielle litigieuse. Le recours principal en réformation, ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, est recevable.

Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation.

A l'appui de son recours, le demandeur avance qu'en égard aux motifs politiques à la base de sa demande de protection internationale, la décision du ministre lui enjoignant de quitter le territoire encourrait la réformation pour violation des articles 2 et 3 de la CEDH et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, ci-après désignée par « la Charte », en ce qu'elle serait entachée d'une erreur manifeste d'appréciation de sa situation individuelle face à la situation générale régnant dans son pays d'origine où, en cas de retour, il courrait le risque d'être rapidement identifié par les services de sécurité soudanais, d'être arrêté et de faire l'objet de représailles sous la forme d'un emprisonnement arbitraire, de tortures ou d'autres formes de traitements inhumains et dégradants qui, de par leur nature, seraient suffisamment graves pour être considérés comme ayant atteint le seuil de gravité requis.

Il estime que sa situation serait d'autant plus grave qu'actuellement les *Rapid Support Forces* seraient très actives sur toute l'étendue du territoire soudanais.

Il se réfère, à cet égard, à un arrêt de la Cour EDH du 11 janvier 2007<sup>35</sup> dans une affaire *Salah Sheekh c. Pays-Bas* dans le cadre duquel il aurait été retenu que l'expulsion d'un étranger par un Etat contractant pourrait soulever un problème au regard de l'article 3 de la CEDH, et donc engager la responsabilité de l'Etat en cause au titre de ladite Convention, lorsqu'il y aurait des motifs sérieux et avérés de croire que l'intéressé, s'il était expulsé vers le pays de destination, y courrait un risque réel d'être soumis à un traitement contraire à l'article 3 en question. En pareils cas, cette disposition impliquerait l'obligation de ne pas expulser la personne concernée vers ce pays. Dans ce même arrêt, la Cour EDH aurait encore retenu qu'il faudrait apprécier la situation dans le pays de destination à l'aune des exigences de l'article 3 de la CEDH, ce qui impliquerait que, pour apprécier la réalité dans le chef d'étrangers menacés d'expulsion ou d'extradition d'un risque allégué de traitements contraires à l'article 3 de la CEDH, il faudrait se livrer à un examen complet et *ex nunc* de la situation qui règne dans le pays de destination, cette situation pouvant changer au fil du temps.

Il soutient que dans les circonstances actuelles, rien n'indiquerait qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il se retrouverait dans une situation significativement différente de celle qu'il a fuie, tout en soulignant qu'il aurait été personnellement pris pour cible par les services de sécurité soudanais auxquels il aurait pu échapper.

Il conclut que la possibilité de se faire arrêter à son retour à l'aéroport ou dans sa région d'origine et d'être soumis à des mauvais traitements ne serait pas hypothétique, mais bien réelle.

Il invoque, ensuite, une violation des articles 33, paragraphe (1) de la Convention de Genève et 19 de la Charte interdisant le refoulement des demandeurs de protection internationale déboutés vers leur pays d'origine, en faisant valoir qu'en égard la situation d'instabilité et de précarité actuelle prévalant au Soudan, à laquelle s'ajouteraient les milliers de déplacés internes, la crise humanitaire de grande ampleur et la persistance des tensions interconfessionnelles, il ne serait pas prudent de l'expulser vers le Soudan.

---

<sup>35</sup> Cour EDH, 11 janvier 2007, affaire *Salah Sheekh c. Pays-Bas*, requête n° 1948/04, points 135 et 136.

Il ajoute finalement que le 11 mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) aurait qualifié de « pandémie » l'épidémie du coronavirus Covid-19. Dans ce contexte, où les autorités luxembourgeoises auraient décidé de plusieurs mesures, notamment la suspension des liaisons aériennes et l'état d'urgence sanitaire en vue de limiter la propagation du virus Covid-19, il serait contraire aux dispositions des articles 33, paragraphe (1) de la Convention de Genève et 19, paragraphe (2) de la Charte qu'il soit expulsé vers le Soudan.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Aux termes de l'article 34, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015, « *une décision du ministre vaut décision de retour. [...]* ». En vertu de l'article 2, point q) de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ». Si le législateur n'a pas expressément précisé que la décision du ministre visée à l'article 34, paragraphe (2), précité, de la loi du 18 décembre 2015 est une décision négative, il y a lieu d'admettre, sous peine de vider la disposition légale afférente de tout sens, que sont visées les décisions négatives du ministre. Il suit dès lors des dispositions qui précèdent que l'ordre de quitter le territoire est la conséquence automatique du refus de protection internationale.

Etant donné qu'il vient d'être retenu ci-avant que c'est à bon droit que le ministre a refusé d'accorder au demandeur l'un des statuts conférés par la protection internationale, ni la légalité ni le bien-fondé de l'ordre de quitter le territoire ne sauraient être valablement remis en cause.

Cette conclusion n'est pas ébranlée par l'invocation de la violation, par la décision déferée, du principe de non-refoulement prévu aux articles 33 de la Convention de Genève et 19 de la Charte, ainsi que des articles 2 et 3 de la CEDH et 4 de la Charte. Il y a, à cet égard, lieu de constater, en ce qui concerne précisément les risques prétendument encourus par le demandeur en cas de retour au Soudan, que le tribunal a conclu ci-avant que le demandeur n'a pas fait état ni établi qu'il existerait des raisons sérieuses de croire qu'à l'heure actuelle, il encourrait, en cas de retour dans son pays d'origine, un risque réel et sérieux de subir des persécutions ou des atteintes graves, cela entre autre au regard des changements politiques intervenus entretemps au Soudan, de sorte que le tribunal ne saurait actuellement pas se départir à ce niveau-ci de son analyse de cette conclusion.

Au vu de ce qui précède et compte tenu du seuil élevé fixé par l'article 3 de la CEDH<sup>36</sup>, le tribunal n'estime pas qu'il existe un risque suffisamment réel pour que le renvoi du demandeur au Soudan soit dans ces circonstances incompatible avec les articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte, voire avec l'article 2 de la CEDH et le principe de non-refoulement.

Enfin, s'agissant de la référence faite par le demandeur à la situation découlant de la pandémie due au COVID-19 et plus particulièrement la suspension des lignes aériennes, il s'agit là d'une question relevant de l'exécution matérielle de l'ordre de quitter le territoire, mais elle n'est pas de nature à mettre l'ordre de quitter le territoire en contradiction avec les dispositions des articles 33 de la Convention de Genève ou 19 de la Charte invoquées par le demandeur.

---

<sup>36</sup> CEDH, arrêt *Lorsé et autres c/ Pays-Bas*, 4 février 2004, § 59.

Il s'ensuit que le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire est également à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement;

reçoit en la forme le recours principal en réformation introduit contre la décision ministérielle portant rejet d'une de protection internationale ;

au fond, le dit non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation introduit contre l'ordre de quitter le territoire ;

au fond le dit non justifié et en déboute ;

dit qu'il n'y a pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 15 mars 2021 par :

Alexandra Castegnaro, premier juge,  
Alexandra Bochet, juge,  
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Alexandra Castegnaro

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, 15 mars 2021  
Le greffier du tribunal administratif